

FORMULAIRE DE COMPTE-RENDU OFFICIEL

DATE DE LA CONCERTATION	Jeudi, 10 Juin 2021 10:00 GMT -04:00
TITRE DE LA CONCERTATION	SAN et les ODD
COORDONNATEUR	Agr. Harmel CAZEAU, Coordonnateur de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire(CNSA)
PAGE DE LA CONCERTATION	https://summitdialogues.org/fr/dialogue/44188/
TYPE DE CONCERTATION	État membre
CIBLE GÉOGRAPHIQUE	Haiti

Les résultats de la Concertation pour le Sommet sur les systèmes alimentaires seront utiles pour développer la voie vers des systèmes alimentaires durables là où elles ont lieu. Ils constitueront une contribution précieuse aux voies nationales et intéresseront également les différents groupes de travail qui préparent le Sommet : les pistes d'action, les groupes scientifiques et les Champions, mais aussi les autres Concertations.

1. PARTICIPATION

NOMBRE DE PARTICIPANTS TOTAL

PARTICIPATION PAR TRANCHE D'ÂGE

0-18	8	19-30	20	31-50	4	51-65	66-80	80+
------	---	-------	----	-------	---	-------	-------	-----

PARTICIPATION PAR SEXE

24	Homme	8	Femme		Je préfère ne pas répondre / autre
----	-------	---	-------	--	------------------------------------

NOMBRE DE PARTICIPANTS DE CHAQUE SECTEUR

2	agriculture/cultures	7	Éducation		Soins de santé
3	Pêche et aquaculture	1	Communication		nutrition
3	Élevage	2	Transformation des aliments	1	Gouvernement national ou local
3	Agroforesterie	1	Commerce alimentaire, marchés		Utilitaires
4	Environnement et écologie	3	Industrie alimentaire		Industrie
1	Commerce	1	Services financiers		Autre

NOMBRE DE PARTICIPANTS DE CHAQUE GROUPE DE PARTIES PRENANTES

4	Petite / moyenne entreprise / artisan	1	Travailleurs et syndicats
	Grande entreprise nationale		Membre du Parlement
	Société multinationale	2	Autorités locales
3	Petit exploitant	4	Gouvernement et institution nationale
1	Exploitant moyen		Communauté économique régionale
	Grand exploitant	2	Nations Unies
9	Organisation non gouvernementale locale		Institution financière internationale
3	Organisation non gouvernementale internationale		Fondation privée / Partenariat / Alliance
	Peuple autochtone		Groupe de consommateurs
3	Science et université		Autre

2. PRINCIPES D'ENGAGEMENT

COMMENT AVEZ-VOUS ORGANISÉ LA CONCERTATION DE FAÇON À INTÉGRER, RENFORCER ET AMÉLIORER LES PRINCIPES?

La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) est l'organe chargé de la préparation du sommet mondial pour Haïti. Selon un calendrier élaboré par les responsables, des ateliers de concertation seront organisés au niveau des dix départements du pays en vue de potentialiser la participation des différentes couches de la société et de toutes les parties prenantes. Les ateliers du département du Nord-Est ont eu lieu le 10 et 11 juin 2021 à Ouanaminthe. Ils ont connu un taux de présence assez faible. Pour l'ensemble des communes, l'on n'a eu que 32 personnes présentes. En matière de diversité, la majorité des secteurs clés (producteurs, transformateurs, fournisseurs de services) étaient présents. Le Nord-est comporte deux grands blocs répartis en Haut Nord-est et Bas Nord-est respectivement catégorisés comme zone humide ou d'altitude supérieure et comme zone sèche ou de plaine.

COMMENT AVEZ-VOUS FAIT EN SORTE QUE VOTRE CONCERTATION REFLÈTE DES ASPECTS SPÉCIFIQUES DES PRINCIPES ?

Les ateliers de concertation du département du Nord-est se sont tenus à Ouanaminthe une ville frontalière à la République Dominicaine (pays voisin partageant une même île). Beaucoup d'échanges commerciaux s'effectuent entre ces deux pays et créent donc une dynamique particulière pour l'ensemble de la région, au sein de cette ville. Les communes de ce département étant très éloignées l'une de l'autre, il a fallu l'apport des agents de liaison traditionnellement engagés par la CNSA à multiplier les contacts pour atteindre et inviter les différents acteurs à venir prendre part à cet atelier de travail. Malgré la faible présence, le travail a été très fructueux. Les participants bien animés et conscients du mécanisme nécessaire et inhérent pour apporter des changements au sein du système alimentaire ont bien décrit la réalité qui se présente à travers la spécificité dudit département. Au cours de l'atelier, plusieurs médias locaux ont pu communiquer avec les responsables présents et les invités pour mieux comprendre d'abord le bien fondé de ce travail qui se fait au niveau du département et aussi transmettre au grand public les informations clés sur le fonctionnement du système alimentaire haïtien tout en se questionnant sur les attentes ou retombées provenant des résultats de cette concertation. Les acteurs assez sensibilisés ont pu produire un diagnostic rapide du système existant et présenter un ensemble de propositions qui devraient favoriser l'atteinte des Objectifs de Développement Durables (ODD). Ils souhaitent une vraie prise en charge partagée dans la nouvelle gouvernance de l'action à entreprendre pour une réelle transformation au niveau du département.

AVEZ-VOUS DES CONSEILS À DONNER AUX AUTRES COORDONNATEURS DE CONCERTATIONS SUR L'ÉVALUATION DES PRINCIPES D'ENGAGEMENT ?

3. MÉTHODE

Les résultats d'une Concertation sont influencés par la méthode utilisée.

AVEZ-VOUS UTILISÉ LA MÉTHODE RECOMMANDÉE DANS LE MANUEL DE RÉFÉRENCE DES COORDONNATEURS ?

Oui

Non

Les ateliers de concertation du Nord-est se sont déroulés en présentiel suivant cet agenda : Salutations- Prière Présentation de l'équipe d'animation/ facilitation Présentation des participants Lecture du mot du coordonnateur Présentation des objectifs de la rencontre et de la méthodologie Définition du concept Système Alimentaire Présentation des systèmes alimentaires en Haïti, le constat Constitution des groupes de travail Travail en ateliers restreints Retour en plénière et présentation des résultats d'ateliers Dans l'ensemble, l'atelier de concertation est effectué en trois étapes majeures : La première étape consiste d'abord à fournir aux participants un ensemble d'informations sur les systèmes alimentaires et d'explication sur le processus du Sommet et ensuite leur annoncer la démarche à suivre pour effectuer le travail du jour. Il s'agissait surtout de leur faire comprendre que le temps imparti pour l'atelier doit être bien valorisé et que tout devrait être effectué suivant une méthode accélérée de recherche participative qui consiste à collecter ensemble et très vite le maximum d'informations puis les traiter pour les traduire comme de vrais programmes à exécuter pour l'ensemble du département en ce qui a trait à la SAN. En fait, c'est un travail collectif visant à décrire le système alimentaire dans la communauté, identifier les problèmes et proposer des éléments de solutions. La deuxième étape du travail est cruciale. C'est l'occasion où tous les participants conscients que les Objectifs de développement durable (ODD) ne pourraient pas à l'avenir être atteints sans transformer les systèmes alimentaires et agricoles mondiaux, réfléchissent pour remodeler le système alimentaire local appelé à devenir plus productif, résilient, durable et capable de fournir des aliments plus nutritifs et abordables. En ce sens, les participants furent regroupés selon leur secteur d'appartenance et leur expertise en six groupes thématiques. Ils se sont penchés sur les enjeux du système alimentaire existant y compris les forces et vulnérabilités, ont exploré les options et opportunités de changement et ont déterminé des pistes d'action prioritaires pour le futur. Les six groupes ont travaillé sur les thèmes suivants : Groupe 1 : Filières agricoles, Elevage, Pêche Groupe 2 : Stockage. Transformations et commercialisation des produits agricoles Groupe 3 : Fournisseurs d'intrants agricoles et d'équipements agricoles, Fournisseurs de services financiers, Prestataires de services de transport Groupe 4 : Santé Nutritionnelle, Consommation et nutrition responsable Groupe 5 : Genre et Gouvernance Groupe 6 : Questions environnementales: Consommation et production responsable, Changements climatiques Un temps de 45 minutes a été accordé aux différents groupes pour produire leur réflexion. La dernière étape constitue la séance plénière où tous les groupes disposés en assemblée choisissent chacun deux personnes qui, tour à tour, produisent le rapport de leurs réflexions pendant soixante (60) minutes. L'opportunité est offerte à l'assistance pour atteindre un large consensus sur les dispositions et aussi se concerter pour trouver de véritables engagements.

THÈMES ET RÉSULTATS DE LA CONCERTATION

POINT D'INTÉRÊT MAJEUR

Les transformations des systèmes alimentaires pour l'atteinte des ODD

L'atelier de concertation étant un espace de débat et de résolutions prises sur de large consensus permettra au gouvernement haïtien de s'engager dans les questions de construction de systèmes alimentaires durables dans leur ensemble. Le thème majeur de la concertation défini par la CNSA s'arrange autour de la nécessité de transformer les systèmes alimentaires pour l'atteinte des ODD. Il s'agit d'une étude complète qui prend en compte les différends enjeux et questions clés en lien avec l'atteinte des ODD. Le cadre de référence, qui suit, nous aligne sur les enjeux nutritionnels, socioéconomiques et environnementaux à la recherche de solutions durables et d'engagement. Des réponses aux différentes questions permettent une analyse profonde des différents aspects de la Sécurité alimentaire et Nutritionnelle (SAN) en Haïti.

Cadre de référence

1- Enjeux nutritionnel : Eradiquer la faim et assurer la santé nutritionnelle de manière durable

Quels sont les besoins alimentaires (Produits vivriers, protéines animales, fruits et légumes, etc.) actuels de la population ? Comment combler les déficits actuels en matière de production ? Pistes de réflexion : toutes les politiques/actions pour agir sur les contraintes à la croissance de la production alimentaire ?

Comment organiser les industries de transformation pour répondre à ces besoins alimentaires ?

Comment limiter ou contrer les variations saisonnières dans les disponibilités alimentaires ?

Quels systèmes permettent de garantir la conformité aux normes de sécurité et de qualité des denrées ou des produits transformés ?

Comment organiser la logistique de distribution ?

Quelles sont les habitudes/préférences alimentaires de ménages ?

Comment porter les ménages à changer d'habitudes alimentaires et quels sont les enjeux qui y sont associés ?

Comment rendre accessibles les aliments produits aux groupes les plus vulnérables ?

2- Enjeu socioéconomique : Stimuler une croissance inclusive à partir des transformations structurelles de la chaîne d'approvisionnement alimentaire

Comment développer l'industrie des intrants agricoles (machines et équipements; fertilisants et pesticides et l'industrie d'équipements pour la transformation (machines, outils etc.), les industries d'emballage ?

Comment intégrer / connecter les petites, les moyennes et les grandes entreprises dans la chaîne de distribution alimentaire ?

Quelles politiques d'infrastructures de distribution (moyens de stockage/conservation, de transports ?)

Comment stimuler les investissements privés (investissements locaux et investissements étrangers ? directs) dans la transformation structurelle de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ?

Quelles politiques fiscales, commerciales et financières pour soutenir la transformation de la chaîne d'approvisionnement ?

Quelles politiques de régulation compatibles à la transformation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (législation qui encadre la concurrence) ?

Quelles politiques de formation professionnelle pour soutenir ces changements structurels ?

Comment intégrer la problématique de genre dans la transformation de la chaîne d'approvisionnement ?

Quelles politiques de protection sociales pour les travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire ?

3- Enjeux environnementaux : Promouvoir des comportements responsables dans la transformation de la chaîne alimentaire

Comment la dégradation de l'environnement et les changements climatiques affectent les systèmes alimentaires actuels ?

Quelles politiques d'adaptation aux changements climatiques ?

Quelles politiques de protection et de restauration des écosystèmes naturels ?

Quelles normes environnementales qui régissent les comportements des acteurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement ?

Comment protéger les groupes les plus vulnérables contre les effets des changements climatiques majeurs ?

PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ✓ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- Compromis
- ✓ Environnement et climat

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les acteurs du Nord-est ont tracé la voie à suivre pour l'engagement et le leadership d'Haïti dans la transition vers un système alimentaire durable.

Ils ont préconisé :

l'accès aux équipements agricoles et équipements de pêche (bateau, matériels de pêche) à travers le crédit agricole, la formulation de politiques publiques pour la promotion des initiatives d'agro-industrie, d'élevage amélioré et de pêche industriels et/ou semi-industriels. Ce travail doit viser l'autosuffisance alimentaire en Haïti qui suppose un engagement concerté, à part équitable, d'institutions clés comme les ministères ayant respectivement pour mandat le secteur d'agriculture, les infrastructures, l'aménagement du territoire, et l'environnement.

L'accessibilité à des produits alimentaires de qualité. La conservation (transformation de produits) est un sous-secteur en négligence qu'il faut renforcer par des politiques publiques de promotion de la modernisation des techniques de conservation ou de transformation.

La démocratisation du crédit agricole et de pêche dont l'Etat devrait avoir le leadership dans la promotion de ce service, la mise en place de la Banque nationale de Développement Agricole (BNDA) au niveau de la Direction Départementale du Nord Est avec pour mandat : l'investissement pour les petites et moyennes productions et la création de nouvelles entreprises au sens de micro développement autant qu'au sens de macro développement est vivement attendue.

La mise en œuvre de cadre légal régissant la relation haïtiano-dominicaine sur certaines pratiques et habitudes locales en termes de service de crédit agricole. A cet enseigne, il importe de réguler les coutumes tels que :

Les producteurs locaux obtiennent des dominicains, un crédit en nature sous forme de semence en contrepartie d'une portion du volume de la récolte.

Les producteurs locaux obtiennent le labourage de leurs champs par des dominicains avec des équipements à moteur dominicains.

La mise en œuvre de politique publique pour la création de service d'assurance de production agricole, animale et de pêche compréhensive des spécificités régionales et locales (écosystème, climat, sécheresse).

La disponibilité et l'accessibilité aux produits sains et nutritifs pour une alimentation équilibrée en faisant promotion pour des modèles de plats équilibrés et en renforçant l'éducation nutritionnelle.

La gestion axée sur les résultats (GAR) au sein d'une gouvernance locale fonctionnant dans la transparence et capable de rendre compte aux communautés desservies.

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 1/6

Production agricole et pêche

Au dire des acteurs, l'État devrait : définir le profil type d'un producteur agricole, mettre en place des banques de semences, définir une politique sur la fertilisation, mettre un service de quarantaine dans les villes de province et renforcer la structure de protection des végétaux et des animaux. En partenariat public privé, il faudrait rendre fonctionnels les centres de formation agricole et y annexer un volet de recherche en agriculture et pêche.

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

<input type="checkbox"/>	Finance	<input checked="" type="checkbox"/>	Politique
<input checked="" type="checkbox"/>	Innovation	<input type="checkbox"/>	Données et preuves
<input type="checkbox"/>	Droits de l'homme	<input type="checkbox"/>	Gouvernance
<input type="checkbox"/>	L'autonomisation des Femmes et des Jeunes	<input type="checkbox"/>	Compromis
<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 2/6

Stockage, transformation, transport et commercialisation

L'Etat devrait encourager le développement de l'agro industrie en faisant promotion pour l'investissement privé, investir dans les infrastructures routières pour améliorer le transport, produire en quantité suffisante pour exporter.

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 3/6

Services techniques et financiers

L'Etat devrait rendre disponibles en quantité suffisante les matériels agricoles (tracteur, moissonneuse, charrue) , investir dans les systèmes d'irrigation, centre semencier, mettre en place un dispositif de crédit agricole à des taux abordables, instituer un service d'assurance récolte pour les producteurs.

Le secteur privé et les organisations devront aider les producteurs à trouver les intrants, former les producteurs, faire des plaidoyers pour forcer l'Etat à prendre ses responsabilités. Ce secteur peut aider dans le marketing pour la vente des produits locaux, accompagner les producteurs, investir dans l'agriculture, mettre en application les nouvelles techniques pour une amélioration de la production.

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 4/6

Problématique de l'environnement :

il est fortement souhaité de changer de stratégie dans la gestion des ressources en eau disponible, trouver des variétés de plantes cultivées qui s'adaptent mieux aux conditions actuelles. Il faut envisager de construire de nouvelles routes agricoles, rendre disponibles les intrants agricoles, diminuer le prix des produits locaux. Il est aussi demandé d'élaborer une politique d'éducation environnementale.

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- ✓ Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 5/6

Santé/nutrition

Les acteurs encouragent les responsables à sensibiliser la population sur les bonnes façons de préparer à manger et aussi apprendre comment balancer les repas. Un support sur le planning familiale afin de contrôler les naissances est fortement recommandé. L'Etat pourrait subventionner les produits locaux pour faciliter leur accès aux petites bourses et enfin développer les cours de nutritions dans les écoles.

PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 6/6

Gouvernance

Il n'existe pas de disposition légale en aménagement du territoire pour l'identification et la définition de zone/parc industriel ou semi-industriel. Les espaces d'exploitation agricole en périphérie des villes perdent en superficie face à l'expansion urbaine non contrôlée. Il faudrait réaliser un travail de zonage pour déterminer les terres à exploiter pour la production agricole et celles à utiliser pour les constructions d'habitats.

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- Compromis
- Environnement et climat

POINTS DE DIVERGENCE

Relativement à l'accessibilité et la disponibilité.

Les autorités ainsi que les associations locales doivent avoir le leadership dans l'identification et la délimitation des espaces destinés à l'élevage afin que l'appui fourni par des ONG à ce secteur n'ait pas pour effet de nuire à la production végétale.

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- ✓ Environnement et climat

PIÈCES JOINTES ET LIENS UTILES

PIÈCES JOINTES

- **Annexe-Ouanaminthe**
<https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/09/Annexe-Ouanaminthe.docx>